

## IL DIT NE PAS PARTAGER LA STRATÉGIE DE CONTESTATION AU SEIN DU FFS

# Karim Tabbou : «Je ne m'inscris pas dans une logique de confrontation»

**Karim Tabbou n'a pas tardé à réagir à sa non-participation au meeting populaire que les contestataires du FFS comptent tenir ce jeudi à Tizi-Ouzou, dans le sillage de leur mouvement de réappropriation des idéaux du parti, à leurs yeux dévoyés par l'actuelle direction. Des contestataires avec qui il dit ne pas partager «la logique de confrontation».**

**M. Kebci - Alger (Le Soir)** - Celui à qui Laskri a succédé au poste de premier secrétaire du parti dira d'emblée, ne plus se reconnaître dans le mouvement de contestation, organisateur de cette sortie publique, «rejoint, dit-il, par des gens dont la démarche contestataire diffère totalement de la mienne et de celle de bien de compagnons».

Pour le député de Tizi-Ouzou, ces «arrivistes» s'inscrivent en dehors du document de référence qui a servi d'élément déclencheur de la contestation de l'action de l'actuelle direction du parti, à savoir la lettre adressée en mai dernier au président du parti par pas moins de 144 cadres du parti. «Il n'est pas question pour moi de mener la contestation avec des gens qui ont osé ester en justice le président du parti et même assiégé le siège national», affirmera encore Tabbou. Allusion à la fronde enregistrée dans les rangs du FFS en 2006 et dont les «victimes», de nombreux militants et cadres qui ne semblent pas prêts à lui pardonner, lui qui a eu à mener, en

sa qualité de premier secrétaire à cette époque, cette purge, sous l'œil «bienveillant» du président du parti.

Des cadres qui ont rejoint naturellement la dernière contestation et qui inscrivent, pour notre interlocuteur, leur démarche dans une logique de confrontation, en dehors de toute considération politique puisque, dira-t-il, ils focalisent leurs revendications sur le départ de l'actuelle direction avec à sa tête le premier secrétaire, Ali Laskri. Ce que désapprouve Tabbou, lui qui considère que la toute dernière réunion des Ouadhias, de laquelle «je me suis volontairement retiré», tiendra-t-il à préciser, a consacré la déviation de la ligne conductrice de la contestation consacrée dans ladite lettre d'interpellation d'Aït-Ahmed.

Cela étant dit, Karim Tabbou tient à souligner qu'il soutient toute action allant dans le sens d'une contestation «politique» s'inscrivant en dehors des personnes, de l'actuelle direction du parti, lui qui considère que ce que connaît le FFS «n'est plus l'affai-



Photo : Samir Sid

Tabbou traite les contestataires d'arrivistes.

re des seuls militants mais celle des sympathisants, des proches et des citoyens en général».

## Guerre de succession

Mais tout semble indiquer que tout ce que connaît la maison FFS ces derniers mois est loin de ne pas avoir de liens avec la «succession» à la tête du parti, le chef charismatique n'étant plus, au vu de son âge assez avancé, dit-on, dans ses capacités optimales à poursuivre la gestion du plus vieux parti d'opposition. Une

succession problématique à plus d'un titre avec tout ce que cela charrie comme changements aussi bien dans l'action stratégique que dans le personnel devant accompagner cette dernière.

D'abord une ligne politique originelle du FFS que l'actuelle direction a, selon Tabbou et compagnie, totalement dévoyée, de connivence avec des cercles du pouvoir. Et la position dans tout cela, du président du parti que lui et ses compères ménagent a

contrario des contestataires de 2006 ? Karim Tabbou dit «penser» que l'actuelle direction qui a fait sienne, dira-t-il, «une gestion policière et répressive des affaires du parti», n'aurait jamais agi «contre l'avis du président».

Manière subtile de signifier, sans le dire directement, qu'Aït-Ahmed appuie l'actuelle équipe dirigeante du parti —un non sens dans le cas contraire puisque c'est lui qui nomme et démet l'exécutif conformément aux statuts du parti— avec ce que cela suppose comme «nouvelle» démarche politique que contestent justement Tabbou et ses camarades puisque ils ne s'y retrouvent pas..

Et à ce dernier de «lâcher» en mettant tout ce qu'enregistre le FFS comme remue-ménage avec son repositionnement statégique qui a dérouté plus d'un militant et cadre du parti, dans le cadre d'une «transition» qui consacrerait le retrait progressif d'Aït-Ahmed des affaires du parti.

En somme, une guerre de succession que les uns et les autres évitent soigneusement de nommer comme telle pour s'éviter la grogne d'une base qui, décidément, ne sait plus à quel dirigeant se vouer, totalement désorientée et déboussolée qu'elle est.

M. K.

## AFFAIRE DE LA JOURNALISTE D'AKHER SAA

### Amendes maintenues pour notre consœur Amara F-Zohra

Siégeant en appel de la condamnation prononcée le 25 juin écoulé par le tribunal correctionnel d'Annaba à l'encontre de notre consœur Amara Fatma-Zohra, du journal *Akher Sâa*, dont le siège est implanté à Annaba, le président de la cour d'appel de cette ville a retenu les 20 000 DA d'amende et 100 000 DA de dommages et intérêts, mais abandonné la peine de deux mois de prison ferme.

Lors du procès en première instance intenté à notre consœur Fatma-Zohra par l'ex-directeur de l'établissement hospitalier spécialisé en psychiatrie Aboubakr-Errazi d'Annaba pour diffamation, le juge lui avait infligé deux mois de prison ferme, 20 000 DA d'amende et 100 000 DA de dommages et intérêts.

La cour d'Annaba était exiguë hier dimanche pour recevoir autant de monde. Il y avait des confrères, des représentants de la société civile ainsi que d'autres personnes venues de divers horizons pour apporter leur soutien à Fatma-Zohra. Parmi les présents, il y avait également le S.G du syndicat national des journalistes (SNJ), Kamel Amarni, et un représentant de la Ligue algérienne de défense des droits de l'homme (LADDH). Ils ont fait le voyage d'Alger spécialement pour être aux côtés de la journaliste d'*Akher Sâa*. L'avocat de la défense, M<sup>e</sup> Ketfi du barreau d'Annaba, a plaidé l'acquittement de sa cliente. Il a estimé dans sa plaidoirie que notre consœur Fatma-Zohra n'avait fait que son travail en rapportant le déroulement du procès dans lequel une employée de l'hôpital Errazi accusait l'ex-directeur de harcèlement. Ce procès, dira-t-il, a fait l'objet d'une large couverture médiatique.

A noter que lors de ce procès en appel, un fait grave a eu lieu en pleine audience. L'ex-directeur de l'hôpital Errazi a déclaré que «s'hab chkara» (les gens qui ont des sacs d'argent) ont remonté la journaliste contre moi». Ce qui insinue que Fatma-Zohra accepte de l'argent pour rédiger des papiers à la demande.

Cette insinuation calomnieuse a fait réagir l'avocat de Fatma-Zohra mais aussi le SG du SNJ. En sa qualité d'avocat de la défense, Maître Ketfi a demandé au président de la cour l'inscription de cette grave accusation dans le dossier de l'affaire.

Par ailleurs, nous apprenons que la défense de notre consœur a décidé de faire appel.

A. Bouacha

## RISQUES DE PERTURBATION DU MEETING DES FRONDEURS DU FFS

### La direction nationale accusée de recruter des «baltaguia»

**La direction nationale du Front des forces socialistes (FFS) n'a pas vocation à se donner en victime expiatoire, visée qu'elle est par une action de protestation soutenue.**

**Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir)** - Les contestataires de la ligne de conduite imprimée au parti par la direction nationale, qui, en décidant de participer au scrutin législatif, est allée à contre-courant du sentiment général qui prévalait chez les militants, alertent sur la préparation d'une entreprise de sabotage, sinon de perturbation du meeting populaire qu'ils projettent de tenir à Tizi-Ouzou, le 12 juillet prochain.

Dans un communiqué rendu public hier matin, Samir Bouakouir et ses camarades de dissidence accusent, en effet, Laskri et ses collègues du secrétariat national de fomenter un mauvais coup. «Nous attirons l'attention sur le fait que la direction du FFS aurait saisi le fédéral de Tizi-Ouzou, connu pour ses liens avec le milieu de la délinquance à Tizi-Ouzou, pour tenter de perturber le mee-



Photo : Samir Sid

Laskri accusé de fomenter un mauvais coup.

ting», accusent-ils, poursuivant que «cette attitude grave dénote, s'il en faut, de l'état de panique dans lequel se trouve la direction actuelle qui n'hésite pas à s'approprier les méthodes violentes du pouvoir en faisant appel à des baltaguia».

Dans leur communiqué, les contestataires du FFS, regroupés

autour de Samir Bouakouir, Mustapha Bouhadeb, Djamel Zenati, Ali Kerboua et Djoudi Mammeri, informent aussi qu'ils ont introduit, dimanche, une demande d'autorisation du meeting auprès de la direction concernée de la wilaya de Tizi-Ouzou.

S. A. I.